

Prolongation des heures de séance

S'il n'avait pas gouverné d'après les sondages et qu'il avait étudié de façon rationnelle le calendrier parlementaire, les élections auraient eu lieu bien avant le 21 novembre. Nous aurions été ici en octobre et nous aurions eu plusieurs mois pour débattre cet important projet de loi avec tout le sérieux qu'il mérite. Les députés ont vu l'épaisseur du projet de loi. Si je me souviens bien, le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) a déclaré qu'il ne pourrait pas le déchirer tellement il est épais. On nous demande d'adopter ce projet de loi avant la fin de la semaine prochaine. Il n'a été présenté que cette semaine.

Nous n'avons pas eu les débats habituels à l'ouverture de la session. Nous avons été précipités dans des débats sur des questions de procédure et un débat sur une motion de clôture qui a été adoptée cet avant-midi et qui mettra fin aujourd'hui au présent débat.

C'est une manière bien maladroite d'administrer la Chambre des communes; c'est le gouvernement, le responsable. Et nous avons un gouvernement bien mal administré.

J'espère que les députés d'en face, après avoir entendu les arguments très sensés présentés de ce côté-ci de la Chambre aujourd'hui feront preuve d'indépendance d'esprit et se prononceront contre la motion qui aurait pour effet de modifier, voire d'abolir, les règles de la Chambre.

Nous pourrions tenir un débat complet, libre et ouvert sur le libre-échange où tous les députés pourraient se faire entendre à l'étape de l'étude en comité et aux autres étapes de l'examen. Plutôt que de se résoudre à tenir des séances la nuit et pendant les congés, j'invite les députés d'en face à faire preuve de bon sens et à se joindre à nous au moment du vote pour rejeter la motion.

[Français]

M. Jean Corbeil (Anjou—Rivière-des-Prairies): Monsieur le Président, je suis très honoré d'être ici aujourd'hui et d'avoir ainsi l'opportunité de parler pour la première fois dans cette enceinte si impressionnante et imprégnée d'autant de tradition et d'histoire. Vous me permettrez sans doute, monsieur le Président, de saisir cette première occasion que j'ai de parler ici à titre de nouveau député de la circonscription d'Anjou—Rivière-des-Prairies pour remercier les citoyens et les citoyennes de cette nouvelle circonscription de m'avoir accordé le privilège de les représenter au sein du Parlement canadien, et de former ainsi avec mes collègues et sous la direction incontestée du très honorable premier ministre (M. Mulroney), le leader de notre parti, de former ainsi le deuxième gouvernement majoritaire consécutif pour la première fois au cours des 50 dernières années.

Des voix: Bravo!

M. Corbeil: Je représente, monsieur le Président, une circonscription située à l'extrémité est de l'île de Montréal, qui est constituée de deux quartiers de la ville de Montréal et d'une municipalité autonome, la ville d'Anjou, que j'ai eu l'immense honneur de représenter à titre de maire, pendant 15 années consécutives avant de solliciter le présent mandat à titre de député fédéral.

La circonscription d'Anjou-Rivière-des-Prairies en est une dans laquelle les activités commerciales et industrielles sont intenses et dans laquelle vit une population d'environ 100 000 personnes d'origines ethniques variées: une très grande majorité francophone, une importante communauté italophone, une importante communauté haïtienne, une importante communauté anglophone et différentes autres ethnies qui ont appris à vivre ensemble, à travailler ensemble et à vivre harmonieusement.

Mon cheminement politique à travers le monde municipal m'a apporté beaucoup de satisfaction au cours de toutes ces dernières années et j'en suis redevable à tous ceux et celles qui m'ont appuyé pendant cette période, les bénévoles, les organismes communautaires, les collaborateurs et collaboratrices et mes collègues du monde municipal.

Monsieur le Président, je veux insister sur le fait ma grande satisfaction d'être élu membre de cette majestueuse assemblée et ma très grande expectative de venir ici dans la capitale de mon pays représenter les électeurs et les électrices de ma circonscription, les Québécois et les Québécoises, les Canadiens et les Canadiennes. Cependant, il faut dire, monsieur le Président, que toutes ces légitimes aspirations de venir ici discuter les grandes questions qui préoccupent nos contemporains, nos compatriotes, ont été passablement assombries par le spectacle auquel nous sommes assujettis depuis le début de cette session.

Monsieur le Président, une des principales raisons pour lesquelles j'ai convenu d'être candidat aux élections était ma conviction que le libre-échange était la pièce maîtresse de la prospérité sur laquelle le Canada sera érigé au cours des prochaines années, au cours d'une campagne qui a été longue et difficile pour tous ceux et celles qui y ont participé. Nous avons eu à dépenser beaucoup d'énergies, beaucoup d'efforts pour sécuriser les personnes les plus fragiles de notre société, les aînés et les démunis à qui on a fait miroiter, de la part des représentants des deux partis qui forment maintenant l'opposition, que leurs pensions et leurs prestations sociales étaient en danger par la signature d'un Accord qui va plutôt apporter la prospérité à l'ensemble de notre pays.

Mais ce qui est désolant dans le spectacle auquel nous sommes soumis depuis le début de la semaine et de la session, c'est de constater que les gens qui sont en face n'ont pas encore compris que si ce gouvernement a été